

MIKE MCGOVERN

CONFLIT RÉGIONAL ET RHÉTORIQUE DE LA CONTRE- INSURRECTION

GUINÉENS ET RÉFUGIÉS EN SEPTEMBRE 2000

LE DISCOURS DU PRÉSIDENT CONTÉ LE 9 SEPTEMBRE 2000 ET LES VIOLENCES CONTRE LES RÉFUGIÉS QUI S'ENSUIVIRENT RENVOIENT À PLUSIEURS RATIONALITÉS AU-DELÀ DES ATTAQUES MENÉES ALORS À PARTIR DU LIBERIA VOISIN. SI CERTAINES RELÈVENT DES GUERRES DANS LES ÉTATS VOISINS ET DES ALLIANCES MILITAIRES DU GOUVERNEMENT GUINÉEN, IL FAUT AUSSI PRENDRE LA MESURE DE L'HISTOIRE, NOTAMMENT DE L'ANCRAGE, PAR LA RHÉTORIQUE POLITIQUE, DE SCHÈMES COERCITIFS DANS LA CULTURE POLITIQUE GUINÉENNE ACTUELLE.

« Il faut travailler durement et être *vigilant* à tous les niveaux afin de découvrir tous les criminels parmi nous et les éradiquer [...]. Dans cette occasion exceptionnelle, lorsque la population s'unit dans la ferveur pour défendre la nation en danger, il faut conseiller à ceux de nos frères qui ont été manipulés ou qui se sont égarés de revenir dans le cercle familial national¹. »

« Nous sommes plus que jamais mobilisés et jurons de redoubler de *vigilance* pour empêcher toutes activités subversives dans notre section, de rechercher, découvrir et mettre hors d'état de nuire tous les contre-révolutionnaires et leurs suppôts, traîtres à la nation². »

« Soyez partout *vigilants*, en ville comme dans les hameaux ! Certains réfugiés ont des fusils, je vous dis ! [...] Alors fouillez-les ! Ceux qui ont des fusils, ligotez-les et livrez-les aux autorités ! N'épargnez personne³. »

Le 9 septembre 2000, Lansana Conté s'adressait à la nation guinéenne⁴. Pendant quatre-vingt-dix minutes, dans sa langue maternelle, le soso, il expliqua que les trois attaques menées depuis l'autre côté de la frontière entre le 1^{er} et le 6 septembre étaient le fait d'une alliance diabolique : Charles Taylor, président du Liberia, et son associé de longue date, le président burkinabè Blaise Compaoré, avaient joint leurs forces à celles d'Alpha Condé, un leader

de l'opposition guinéenne, et à celles de différents pouvoirs internationaux non nommés. Plus important encore, Conté affirmait que de nombreux rebelles vivaient parmi les réfugiés, qui étaient donc leurs complices. Et le président d'ordonner que tous les réfugiés soient raflés afin de pouvoir être surveillés. Il en résultait un épisode effrayant de violences à l'encontre des réfugiés. Les forces de sécurité, ainsi que Conté l'avait suggéré, s'associèrent aux civils pour les rafler. Ces milices attaquèrent certains camps de réfugiés, notamment le camp Kalia, près de la ville de Forécariah, se focalisant d'abord sur les réfugiés qui avaient élu domicile dans des villes comme Conakry et N'Zerekore. Selon de nombreux témoignages, des réfugiés furent violés, battus, volés, expulsés de leurs habitations et, dans certains cas, tués⁵. Jusqu'alors, la Guinée avait hébergé entre 300 000 et 500 000 réfugiés du Liberia et de la Sierra Leone. Nombreux étaient ceux qui s'étaient installés au sein de la population et, en dépit de tensions occasionnelles, la Guinée avait été considérée comme un modèle de générosité, de tolérance et d'hospitalité.

Il s'agit ici d'analyser certaines des causes de cette violence à l'encontre des réfugiés et de montrer que leur conjonction réfère à des facteurs dont l'histoire est vieille de plusieurs décennies. Le 9 septembre 2000, le président Conté mobilisait la population en maniant une rhétorique de la « vigilance ». Ce langage ressemblait à celui de l'ancien régime (1958-1984), qui identifiait régulièrement les « ennemis du peuple » à l'intérieur ou à l'extérieur de la nation. Pour le président Sékou Touré, l'alliance contre-révolutionnaire comptait dans ses rangs les pouvoirs impérialistes et néocoloniaux (France, Portugal, États-Unis, République fédérale allemande) et leurs protégés africains (notamment la Côte d'Ivoire et le Sénégal), qui œuvraient avec une « cinquième colonne » opérant clandestinement au sein de la nation guinéenne. Touré jouait efficacement de cette mise en cause, au point de convaincre les Guinéens de la nécessité d'éliminer toute forme d'opposition à l'intérieur du pays. Conté ressuscita la même posture après les attaques de septembre 2000. Sont étudiées

1. Discours du chef de l'État pour le 1^{er} de l'an, Radiotélévision guinéenne, 1^{er} janvier 2001.

2. « Autour du complot », éditorial de *Horaya* (journal national guinéen), 28 décembre 1961.

3. Discours du président Lansana Conté, 9 septembre 2000.

4. Le discours, prononcé devant une assemblée au Palais du peuple de Conakry, fut retransmis en direct l'après-midi puis à nouveau le soir.

5. « Refugee women in Guinea raped », <www.hrw.org/press/2000/09/gionearefugees.htm>; « The refugee crisis in Guinea: another Macedonia », <www.hrw.org/editorials/2000refugee1003.htm>; et « Guinea, refugees still at risk: continuing refugee protection concerns in Guinea », <www.hrw.org/reports/guinea/guinea0701-01.htm>.

ici, d'une part la manière dont Conté et son gouvernement utilisèrent les attaques de l'extérieur pour contrôler l'opposition et, de l'autre, la réaction des Guinéens à cette stratégie.

Des dizaines de Guinéens avaient été tués lors des agressions de début septembre ; près de 1 600 personnes périrent dans les combats entre septembre 2000 et mars 2001. Il y avait aussi des combattants parmi les réfugiés libériens et sierra-léonais. Mais, pour bien comprendre ce qui s'est passé, il convient d'expliquer pourquoi, après trois attaques, il fut si facile de mobiliser la population contre des réfugiés qui, pour la plupart, étaient innocents. Cela renvoie à plusieurs facteurs : la politique de la région et l'ethnicité ; l'opinion des Guinéens sur les étrangers ; la mobilisation de jeunes *lumpen* et de forces de coercition mal payées dans le contexte d'une insécurité nationale.

QUI ÉTAIT RÉFUGIÉ ?

Qui étaient les réfugiés en septembre 2000 ? À cette époque, la guerre se poursuivait en Sierra Leone, alors qu'elle avait cessé depuis plus de trois ans au Liberia. En 2000, le HCR⁶ estimait le nombre de réfugiés sierra-léonais à environ 330 000. La majorité vivait dans des camps à proximité de la frontière avec la Sierra Leone. Un grand nombre d'entre eux (Katkama, Guékédou Sayani, Nongoa) étaient situés dans la préfecture de Guékédou. D'autres, comme Kalia, dans celle de Forécariah, près de Conakry. À la mi-2000, le HCR avait recensé 125 000 réfugiés libériens en Guinée. Si certains étaient installés à Conakry et dans les zones où l'on parle le maninka, en Haute-Guinée, la grande majorité vivait en Guinée forestière, près de la frontière avec le Liberia. Ils parlaient pour la plupart le mandekan, connu comme « mandingoes » au Liberia, « koniyanke », « manian » ou « malinké » en Guinée. Si ces réfugiés avaient vécu au Liberia (surtout dans les comtés de Lofa et de Nimba, à Monrovia mais aussi dans toutes les grandes villes, où ils dominaient le commerce de détail et le secteur des transports), ils avaient souvent des parents en Guinée. La majorité avait réussi à obtenir des cartes d'identité des deux pays et entretenait des relations de parenté ou de négoce des deux côtés de la frontière.

L'une des divisions majeures, au sein des réfugiés, se faisait entre ceux qui s'étaient installés par eux-mêmes et ceux qui vivaient dans les camps. Même s'il y avait de nombreuses exceptions, la plupart des réfugiés libériens ne vivaient pas dans les camps, à l'inverse de leurs homologues sierra-léonais. Le gouvernement guinéen affirmait que ces réfugiés étaient des combattants : il est clair que des combattants du Ruf (Revolutionary United Front) avaient pénétré dans des camps peuplés en grande partie de Sierra-Léonais et cher-

chaient à y recruter des troupes. Le gouvernement guinéen avait souligné ce problème début 2000 et, en conséquence, avait décidé de fermer sa frontière avec la Sierra Leone. Parmi les « réfugiés » libériens-guinéens, on comptait une large proportion d'anciens combattants de L'Ulimo, une faction de la guerre civile libérienne⁷. Depuis l'élection de Charles Taylor en juillet 1997, ces ex-combattants s'étaient retirés en Guinée et avaient été armés par le gouvernement, qui les autorisait à s'entraîner dans les camps militaires à Kankan et à Macenta⁸. En 1999 et 2000, en pleine saison des pluies, les forces Ulimo/Lurd avaient attaqué le comté de Lofa, au Liberia, et pris deux fois sa capitale, Voinjama, avant de l'abandonner à l'armée libérienne. À ces deux occasions, les troupes de Charles Taylor avaient mené des repréailles dans la préfecture de Macenta, à Diomandou en 1999 et à Massadou le 1^{er} septembre 2000. Paradoxalement, les réfugiés qui étaient le plus visiblement impliqués dans cette guerre régionale (Ulimo/Lurd) étaient considérés par le gouvernement guinéen comme des non-combattants, alors que le président Conté accusait les réfugiés « en général » de collaborer avec les ennemis de l'extérieur. La plupart de ces réfugiés étaient en fait des Sierra-Léonais ayant fui le Ruf qu'ils étaient censés aider.

LA SITUATION POLITIQUE INTÉRIEURE

Le discours du 9 septembre était une tentative supplémentaire du président Conté pour discréditer son opposition. Les élections présidentielles de 1998 avaient été approuvées par la communauté internationale dans la mesure où, « bien qu'affectées par la violence et les troubles, par de nombreuses irrégularités en faveur du candidat en fonction ainsi que par l'arrestation et la détention des plus importants candidats de l'opposition pendant le décompte des bulletins de vote, ces élections ont été plus correctes et transparentes qu'en 1993⁹ ».

Entourée d'États instables (Liberia, Sierra Leone, Guinée-Bissau et Côte d'Ivoire), la Guinée obtenait carte blanche de la part de la communauté diplomatique et des donateurs, qui voyaient dans le régime de Conté une source

6. Le Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies.

7. Voir l'article de W. Reno dans ce dossier. Entre 1998 et 2000, le personnel de l'Ulimo se transforma en Lurd, « Liberians United for Reconciliation and Democracy ».

8. Cette assertion est niée avec vigueur par le gouvernement guinéen mais attestée par de nombreux témoignages et généralement considérée comme exacte par la presse et la population guinéennes. Voir *Le Lynx* des 15 et 22 janvier 2001, *La Lance* du 10 janvier 2001 et *L'Indépendant* du 11 janvier 2001.

9. Département d'État américain, *Country Report on Human Rights Practices*, 2000.

de stabilité dans la région. Pourtant, de nombreux dirigeants de l'opposition furent arrêtés temporairement durant le processus électoral. Alpha Condé, une des principales figures de l'opposition et le chef du Rassemblement du peuple de la Guinée (RPG), fut accusé de s'être rendu, le jour suivant les élections de Conakry, à Piné, un village situé à la frontière avec la Côte d'Ivoire et distant de plus de 1 200 kilomètres de la capitale. Dix jours avant le vote, le gouvernement avait adopté sans explication un décret interdisant à tous les candidats de l'opposition de quitter le pays après le 14 décembre, jour des élections, et à tout Guinéen de se rendre d'une préfecture à l'autre ce jour-là. Condé fut accusé d'avoir tenté de gagner la Côte d'Ivoire pour y recruter des mercenaires qui auraient attaqué la Guinée, et il fut emprisonné dans l'attente d'un procès pour trahison et sédition.

La communauté internationale voyait dans les accusations portées contre Condé la fabrication d'un procès pour l'exemple et une tentative du gouvernement Conté de se débarrasser de son opposition politique, mais elle ne semblait pas reconnaître l'appui profond dont bénéficiait le gouvernement auprès de nombreux Guinéens. Alpha Condé et son parti avaient adopté une pose politique qui flirtait avec une plate-forme nationaliste maninka. Bien qu'il eût passé sa jeunesse dans la région de Conakry et vécu de nombreuses années en France (où, réfugié politique, il enseigna à la Sorbonne pendant la période Sékou Touré), Condé et le RPG choyaient un électorat ethniquement défini comme maninka¹⁰. Beaucoup de Guinéens notaient une ressemblance entre le RPG et le Parti démocratique de Guinée de Sékou Touré, obligeant Condé à faire face à certaines conséquences politiques : nombre de Guinéens qui avaient souffert sous le régime de Sékou Touré avaient juré que jamais plus il n'y aurait une présidence maninka. De plus, Condé et d'autres opposants du président Conté étaient également considérés avec méfiance par une grande partie de la population en raison de leur séjour prolongé hors du pays. Celle-ci pensait que ces exilés ou « diaspos », comme ils étaient appelés avec dérision, avaient vécu dans le luxe une grande partie de la période Sékou Touré, à Abidjan, Dakar ou Paris, pendant que les autres Guinéens subsistaient dans la privation. Ils étaient donc la cible d'un ressentiment collectif, en plus de la méfiance *a priori* à l'égard des étrangers qui avait été cultivée durant la période socialiste, entre 1958 et 1984.

En conséquence, les nombreuses irrégularités de procédure, les interférences politiques et les déclarations contradictoires de l'État à l'encontre de Condé laissaient indifférente une grande partie de la population. Après son arrestation, je demandais à des agriculteurs et à des intellectuels de la Guinée forestière comment Alpha Condé avait pu se déplacer d'un bout à l'autre du pays en voiture (comme le prétendait le gouvernement), franchissant pas

moins de trente contrôles militaires routiers en une journée, alors que voyager d'une préfecture à l'autre était interdit. Ils ne savaient pas et ils n'en avaient cure, me répondirent-ils, l'essentiel pour eux étant que le dernier soldat à la frontière avec la Côte d'Ivoire l'avait arrêté avant qu'il n'ait eu la possibilité de « troubler le pays¹¹ ».

Aucun hasard, donc, si le discours de Conté et les épisodes de violence qui l'ont suivi se déroulèrent trois jours avant l'annonce du verdict dans le procès d'Alpha Condé. Le pillage, les viols et les assassinats provoqués par ce discours occupèrent des forces de sécurité mal payées et la masse incontrôlable des chômeurs de Conakry, canalisant leurs griefs vers une cible facile. De plus, la mobilisation soudaine d'une violence *lumpen* rappela qu'à plusieurs occasions déjà le président Conté avait poussé à l'affrontement contre ceux (souvent définis ethniquement) qu'il percevait comme des ennemis, comme ce fut le cas en 1985 et en 1997¹². Conté envoyait un message aux partisans du RPG et d'Alpha Condé : aujourd'hui, les cibles sont les réfugiés, demain ce pourrait être vous...

LA SITUATION POLITIQUE RÉGIONALE

Si le moment de ce discours était motivé politiquement, il répondait aussi à une menace militaire réelle. La première attaque, le 1^{er} septembre à Massadou, avait entraîné la mort de 47 personnes et les attaques sur Pamelap et Madina Oula, certes moins meurtrières, avaient détruit les deux garnisons frontalières. Au début, l'identité des assaillants n'était pas très claire, mais une certaine coordination était patente. Alors que les combats se poursuivaient, un obscur Rassemblement des forces démocratiques de Guinée (RFDG) revendiqua la responsabilité de l'insurrection. Un porte-parole du nom de Mohamed Lamine Fofana appela la BBC et RFI, affirmant parler au nom de

10. Bien que le président Conté ait fait beaucoup pour ethniciser la vie politique guinéenne (notamment en monopolisant les positions politiques, les bourses et toutes autres situations de rente pour les Soso), les élections de 1998 montrent qu'il disposait encore d'un soutien plus que conséquent en Guinée forestière (qui vota pour lui aux dépens de trois candidats originaires de la région) et d'une fraction significative des Fulbe et des Maninka. On ne sait si Alpha Condé chercha intentionnellement à se constituer une base maninka, mais c'est bien dans cette direction que son parti se développa.

11. Les partisans de Condé proposent deux autres versions des faits : soit il aurait été arrêté à Conakry et envoyé en Guinée forestière, où son arrestation aurait été mise en scène à la frontière, soit il aurait réellement quitté Conakry tant il craignait pour sa vie.

12. En 1985, une tentative de coup d'État par un colonel d'ethnie maninka avait provoqué de nombreuses attaques contre les Maninka et leurs commerces à Conakry. En 1997, lorsque le gouvernement confisqua une parcelle de terrain appartenant à la communauté fulbe sans l'indemniser, celle-ci se révolta, provoquant une violente réaction des forces de sécurité et des jeunes miliciens.

dissidents guinéens qui entendaient renverser le gouvernement de Conté. Il refusa de désigner le dirigeant du mouvement, ce qui fut à l'origine de nombreuses spéculations en Guinée. Certains affirmaient qu'un des fils de Sékou Touré, Mohamed, finançait ces attaques à partir de la Sierra Leone. D'autres pensaient qu'elles étaient le fait d'officiers de l'armée impliqués dans la tentative de coup d'État avortée de 1996 qui avaient fuit le pays, d'autres encore qu'elles étaient dues à des rebelles du Ruf sierra-léonais et à des forces libériennes loyales à Charles Taylor.

Rétrospectivement, on a peu de raison de choisir entre ces diverses possibilités. Le RFDG rassemblait probablement différents groupes, dont des combattants du Ruf et des forces soutenues par Taylor qui attaquaient la préfecture de Macenta en représailles contre les incursions de 1999 et de 2000 du Ulimo/Lurd. Le gouvernement de Taylor, renseigné sur le réseau de soutien à l'Ulimo/Lurd en Guinée, visait d'abord les bastions de cette organisation. Cela peut expliquer l'attaque de la ville de Macenta, où les rebelles détruisirent entièrement le dépôt de munitions du camp militaire, car les combattants de l'Ulimo/Lurd qui attaquaient le territoire libérien y avaient accès.

LA PRISE DE PAROLE ET LA RHÉTORIQUE

DE LA CONTRE-INSURRECTION

Dans un tel contexte, le gouvernement Conté avait trois objectifs : protéger le territoire national et le régime contre des attaques étrangères ; réduire au silence l'opposition intérieure et internationale lors du verdict du procès Alpha Condé, qui allait tenir ce dernier en dehors du jeu politique pour des années ; poursuivre une guerre par procuration contre le Liberia grâce aux forces de l'Ulimo/Lurd, tout en le niant.

Dès les premières attaques, les Guinéens mobilisèrent la rhétorique et les pratiques de l'époque Sékou Touré pour faire face à une période particulièrement confuse et dangereuse. En premier lieu, les populations établirent des postes de contrôle routier avec des milices civiles dans (et entre) tous les villages de la zone affectée par les troubles. Ces groupes miliciens ne ressemblaient pas vraiment aux CDF (Civilian Defense Force) de Sierra Leone. Même si le gouvernement avait suscité des milices paramilitaires « traditionnelles » s'appuyant sur les sociétés de chasseurs de la région, ces milices formées spontanément renvoyaient plus à l'organisation politico-militaire de la population civile pendant le régime de Sékou Touré. En effet, durant son règne, l'armée était demeurée faible, alors que les civils avaient eu plus de pouvoirs. Les diplômés des deux sexes passaient directement de l'Université à une période d'entraînement paramilitaire. Villages et quartiers étaient

organisés en Pouvoirs révolutionnaires locaux qui étaient responsables de la surveillance de chacun de leurs habitants. La jeunesse, regroupée en milices sous l'égide de la Jeunesse du Rassemblement démocratique africain (JRDA), était entraînée aux armes à feu, et les dirigeants de ces milices avaient le contrôle d'un stock d'armes à utiliser en cas de menace contre la nation.

Au temps révolutionnaire, les Guinéens développaient un sens aigu du complot, et celui-ci a rapidement été réactivé dès les premières attaques. En Guinée forestière, je fus témoin de l'émergence spontanée de milices qui s'employèrent à des contrôles routiers, quelquefois séparés d'à peine 100 mètres. À chaque contrôle, les jeunes demandaient à tous les voyageurs de descendre de leur véhicule, vérifiaient leur identité, leur posaient des questions et, fréquemment, les fouillaient, à la recherche d'une arme ou d'un tatouage. On disait que « les rebelles » (en référence généralement au Ruf et aux mercenaires payés par Taylor) avaient un scorpion tatoué sur le corps. Toute personne portant une telle marque, ne disposant pas de papiers en règle, manifestant une attitude douteuse ou donnant des réponses embrouillées était susceptible d'être arrêtée. Je fus témoin d'un nombre de cas où des gens ainsi arrêtés durent être éloignés d'une foule furieuse par la police, et mis en détention autant pour leur propre sécurité que pour les éventuelles infractions qu'ils auraient commises.

Dans une telle atmosphère de méfiance, les réfugiés étaient scrutés avec attention. Cependant, ils n'étaient pas les seuls. Bien que les rebelles eussent tué le représentant du HCR à Macenta et enlevé son assistant, le HCR aussi était soupçonné d'être impliqué dans les troubles. Des rumeurs l'accusaient d'utiliser ses véhicules pour transporter des armes destinées aux assaillants. Les véhicules du HCR, qui – comme ceux du gouvernement – échappaient normalement aux fouilles lors de contrôles routiers, devinrent la cible privilégiée des miliciens. À plusieurs endroits, des Guinéens lapidèrent des voitures du HCR. À la fin, les véhicules du HCR et des ONG internationales furent fréquemment réquisitionnés par les milices et les forces de sécurité.

Tous ces actes doivent être analysés à la lumière de quarante-deux années d'ambivalence profonde à l'égard des « étrangers » dans la Guinée postcoloniale. Bien qu'il y ait eu à certains moments des tensions régionales ou ethniques, les discussions, à Conakry et dans les zones rurales, se concentraient sur les questions d'identité et de solidarité nationales. Le discours du 9 septembre identifiait une population guinéenne solidaire attaquée de l'extérieur par le Liberia, le Burkina Faso et la Sierra Leone, et de l'intérieur par leurs complices. Conté profitait de cette occasion pour désigner son rival, Alpha Condé, comme un membre de cette alliance, et donc comme un élément

étranger à l'unité nationale. Les Guinéens acceptèrent les termes du débat, mais certains doutaient du propre engagement du chef de l'État en faveur de l'unité nationale.

Pour le gouvernement, faire endosser par l'opinion publique la rhétorique nationaliste de l'ancien régime comportait un obstacle majeur : son soutien à l'Ulimo/Lurd était visible et il devenait patent qu'il était la cause de l'agression extérieure. Cependant, dissocier son soutien à l'Ulimo/Lurd de l'élimination de ses opposants politiques (et d'Alpha Condé) n'était pas si facile pour lui. Quelques représentants des communautés *mano*, *kpelle* et *loma* de la Guinée forestière (au titre de la Jeunesse de la forêt) protestèrent contre le soutien gouvernemental à ce mouvement et affirmèrent que, même si les cibles des attaques étaient des villages où habitaient principalement des anciens combattants *Ulimo manian/mandingo*, ces villages étaient pour la plupart ethniquement mélangés. Lorsque les assaillants arrivaient, ils tuaient indistinctement des Guinéens. Ces dirigeants appelaient à l'unité nationale et demandaient au gouvernement de cesser de soutenir des combattants qu'ils caractérisaient d'abord comme des Libériens (plutôt que comme des *Manian/Mandingo*), car leur présence en Guinée entraînait des attaques contre les Guinéens. Le gouvernement répondit en niant catégoriquement l'existence de l'Ulimo en Guinée, et donc de tout soutien en sa faveur. Plusieurs jours après cette déclaration de la Jeunesse de la forêt, le gouvernement envoya un camion de paramilitaires à la maison de l'un de ses représentants (Julien Onivogui, un professeur de mathématiques à l'université de Conakry) à Cosa, dans un quartier de Conakry et, selon des témoins, Onivogui et cinq autres personnes furent abattus sur le champ, et sept autres arrêtées.

Beaucoup de Guinéens, au début effrayés par la menace d'une infiltration ennemie à Conakry, étaient disposés à croire la thèse du gouvernement selon laquelle les morts étaient des rebelles. Mais des versions des faits très contradictoires commençaient à circuler. La Conférence épiscopale de Guinée, s'exprimant au nom des catholiques (5 à 10 % de la population) écrivait : « Nous notons avec tous ceux qui nous ont précédés dans cette démarche la présence incontestable et négative des éléments de la fraction rebelle de l'Ulimo en Guinée, notamment en Guinée forestière... Nous croyons que le soutien accordé à cette faction rebelle du Liberia est à l'origine de la tragédie de toutes les populations guinéennes et de la tentative de déstabilisation de notre pays. Mais, en Guinée aujourd'hui, personne n'a le droit de proclamer cette vérité au risque d'être assassiné, réprimé, persécuté. Les derniers événements survenus à Cosa, dans un quartier de Conakry, illustrent bien cette volonté de refus délibéré de la vérité et le mépris de la vie humaine, qui ont pour conséquence le règne de l'arbitraire et la déchirure profonde de la société¹³. »

Donc, des voix émergeaient qui ne semblaient pas être motivées par la « politique du ventre ¹⁴ ». Les évêques catholiques avaient affirmé que la poursuite d'intérêts personnels et la culture de l'impunité, qui caractérisaient le comportement du gouvernement et des forces de sécurité, avaient conduit à une situation où l'unité nationale était menacée. Si cette déclaration peut sembler quelque peu naïve, elle prenait en Guinée un poids important du fait de la manière dont nombre de Guinéens continuaient à se référer aux idéaux de la période révolutionnaire, pendant laquelle chacun était tenu de se sacrifier pour le bien national. Les évêques inversaient également la rhétorique gouvernementale, en définissant comme « rebelles » les miliciens de l'Ulimo/Lurd soutenus par le gouvernement, plutôt que ceux qui avaient été abattus à Cosa.

La plupart des Guinéens ne semblaient pas réaliser, à ce moment-là, que c'était le président Conté qui était redevable aux anciens combattants de l'Ulimo et non l'inverse. Selon *Africa Confidential*, « les autorités françaises ont créé une grande protestation en Guinée en y déportant un groupe de 18 Libériens qui avaient témoigné dans le procès du dirigeant de l'opposition, Alpha Condé. Ces personnes avaient alors prétendu que Condé les avait recrutées pour envahir la Guinée. Maintenant elles demandent de l'argent au gouvernement guinéen. Une lettre récemment divulguée adressée au ministre de la Sécurité, Amadou Camara, et signée par le procureur de l'État, Mohamed Sylla, et l'aide de camp de Lansana Conté, le commandant Mamadouba Soumah, laisse entendre que le gouvernement avait organisé au terme du procès l'installation des témoins en Irlande mais ce plan échoua lorsque ces personnes furent arrêtées en France ¹⁵ ». Plusieurs de ces témoins, dont un colonel Langassa, étaient des cadres de l'Ulimo/Lurd et, selon des témoins, se trouvaient impliqués dans les attaques menées à partir de la Guinée contre le comté de Lofa au Liberia en 2000.

Après avoir témoigné contre Alpha Condé, les anciens combattants de l'Ulimo pouvaient mieux négocier leur récompense. Alors que certains choisissaient l'installation en Europe, d'autres exigeaient une aide pour renverser le gouvernement libérien. Comme les attaques contre le Liberia de Taylor servaient leurs intérêts autant que ceux du gouvernement guinéen,

13. Déclaration de la Commission épiscopale de Guinée, 8 décembre 2000.

14. Mgr Robert Sarah, l'un des auteurs de cette déclaration, est très respecté autant chez les chrétiens que chez les musulmans de Guinée pour son honnêteté et son courage à dire des vérités politiques désagréables.

15. *Africa Confidential*, 8 mars 2002.

les dirigeants de l'Ulimo/Lurd et le gouvernement Conté pouvaient se mettre d'accord. Cependant, comme le soulignèrent les détracteurs du gouvernement, dans ces opérations de guérilla, c'étaient d'abord les populations civiles de Guinée et du Liberia qui souffraient.

Conté, qui semble éprouver de la méfiance à l'égard de sa propre armée (qui organisa une tentative de coup d'État en 1996 et dont la rumeur publique voulait qu'elle en planifiât un autre pour avril 2000), mit en œuvre une politique semblable à celle du président Kabbah en Sierra Leone. Des armes furent distribuées en grand nombre aux combattants de l'Ulimo/Lurd dès les premières attaques contre la Guinée en septembre 2000. Ainsi, le gouvernement Conté arma et coopta les miliciens Ulimo/Lurd dans les préfectures de Macenta, Guekedou et Kissidougou, mais il recruta aussi des *kamajors* sierra-léonais et organisa des groupes *donso* composés de chasseurs-guerriers mande de Haute-Guinée, qu'il envoya dans les mêmes régions. Comme ces combattants ne percevaient pas de salaire de l'État, ils adoptèrent le même comportement que dans les guerres au Liberia et en Sierra Leone, auxquelles nombre d'entre eux avaient participé : ils imposèrent la population et se payèrent en pillant après chaque engagement militaire.

Des témoins affirment que, durant la période septembre 2000-février 2001, dans la zone entre Macenta et Kissidougou, la sécurité de la région était dans les mains de combattants de l'Ulimo/Lurd qui parlaient ou anglais ou manikakan¹⁶. Cependant, en janvier 2001, lorsque l'armée guinéenne demanda aux forces de l'Ulimo/Lurd de cesser leurs exactions contre la population de Guékédou, ces dernières changèrent de camp, s'allièrent aux forces anti-guinéennes et prirent le contrôle de Guékédou. L'armée répondit en bombardant la ville, la seconde du pays avec 200 000 à 250 000 habitants, et la réduisit en ruines. Une nouvelle fois, ce sont les civils qui souffrirent le plus de la violence. Alors que la communauté internationale s'inquiétait de la situation tragique de près de 200 000 réfugiés isolés au sud de Guékédou, des milliers de Guinéens devenaient des déplacés internes du fait de ce conflit¹⁷.

LE LEGS SÉMANTIQUE, RHÉTORIQUE ET ORGANISATIONNEL

DE SÉKOU TOURÉ

Après avoir décrit le cadre dans lequel se déroulèrent les attaques en Guinée et la manière dont son gouvernement y avait réagi, il faut revenir sur les liens entre les rhétoriques politiques de Touré et de Conté, tant il semble que, durant la période 2000-2001, le gouvernement et la population remobilisèrent des schèmes et des pratiques de la période de Sékou Touré. Chaque acteur invoquait l'unité nationale comme si celle-ci faisait défaut.

Des représentants de la Guinée forestière, plus tard de l'Église catholique et finalement de nombreux Guinéens condamnèrent l'appui du gouvernement aux combattants de l'Ulmo/Lurd. Ils le firent pas tant parce qu'ils soutenaient une solution pacifique aux problèmes du Liberia ou parce que des civils libériens payaient le prix fort lors des attaques du comté de Lofa ; ils condamnaient l'aide de leur gouvernement car elle appelait des représailles qui mettaient en péril la sécurité et l'unité de la nation guinéenne. Ce ton est évident dans les extraits de la lettre ouverte rédigée par la Conférence épiscopale : « La Conférence épiscopale demande humblement à son Excellence, Monsieur le président de la République, de prendre la parole pour encourager les Guinéens, du plus grand au plus petit, à se ressaisir face à la tentation de faire resurgir les réflexes d'un système politique qui, dans le passé, était habile à transformer le mensonge en vérité, en mobilisant le peuple pour le soutien d'une cause qui n'est ni juste ni vraie. Nous désapprouvons fermement cette manipulation politique préjudiciable à la construction d'une nation où doivent régner la solidarité, la justice, le respect de la vie humaine, la concorde et l'unité nationale¹⁸. »

Cette déclaration accuse explicitement la rhétorique du régime Sékou Touré d'être porteuse de divisions et d'être destructrice de l'unité nationale et, tout aussi explicitement, accuse le gouvernement Conté d'inciter à des « réflexes » identiques en période de crise. Ces réflexes sont complexes mais essentiels pour comprendre la manière dont la politique se fait aujourd'hui en Guinée, et pour expliquer sa différence avec celle des États voisins. L'angle d'étude le plus intéressant est le discours politique guinéen.

Dans un brillant essai sur l'art oratoire de Sékou Touré¹⁹, Alpha Ousmane Barry a isolé les schèmes de son discours public et expliqué comment ils lui avaient permis de garder une maîtrise sur l'imagination des Guinéens alors que ceux-ci souffraient pourtant des pires abus. L'expression de Touré était suprêmement énonciative. Touré parlait souvent en public et à la radio pendant

16. *Le Lynx* des 15 et 22 janvier 2001, *La Lance* du 10 janvier 2001 et *L'Indépendant* du 11 janvier 2001.

17. L'intérêt privilégié des agences onusiennes et des ONG internationales pour les réfugiés est compréhensible, étant donné leur concentration et la facilité relative avec laquelle on peut les compter et les administrer. Cependant, cette attention incita ces organisations à sous-estimer la situation tragique des Guinéens pendant quelque temps, ainsi que celle de réfugiés qui s'étaient mêlés dans des villages guinéens et passaient inaperçus.

18. Déclaration de la Conférence épiscopale, 8 décembre 2000.

19. A. O. Barry, *Pouvoirs du discours et discours du pouvoir: l'art oratoire chez Sékou Touré de 1958 à 1984*, Paris, L'Harmattan, 2002.

des heures, sans notes. Ses admirateurs comme ses détracteurs reconnaissent que son public était toujours hypnotisé (cette capacité fut saluée d'une manière un peu étrange par les rebelles, qui baptisèrent un type d'amphétamine du nom du dirigeant guinéen pour indiquer que sa prise produisait un flot ininterrompu de paroles²⁰). Un tel effet était obtenu par l'usage répété de « slogans », de formules cristallisant un état psychologique, agissant d'abord par répétition et finissant par s'imposer comme des vérités²¹.

Touré utilisait cette adresse oratoire pour obscurcir le rapport entre les mots et leurs référents. La relation entre le style rhétorique de Touré et la vie ordinaire en Guinée est révélée par une conversation de deux amis portant sur la scolarité pendant la révolution guinéenne. Ils racontaient ainsi comment ils chantaient « À bas l'impérialisme ! À bas le colonialisme ! À bas le néocolonialisme » et comment ils devaient le faire à certaines dates ou lors de visites officielles. Invités à s'expliquer sur ce que signifiait pour eux l'impérialisme et le néocolonialisme, après un moment de réflexion, ils avouèrent que cela n'avait jamais été discuté à l'école. Cela ne veut pas dire que Touré en ignorait le sens, mais plutôt que les instituteurs et les autres fonctionnaires avaient assimilé une facette essentielle de la rhétorique de leur président : la répétition et l'utilisation de formules propres à déclencher des états affectifs étaient plus importantes que des explications, des discussions et finalement des débats.

Barry étudie aussi l'usage très habile des pronoms visant à produire un effet rhétorique. Il montre comment différentes intonations dans la prononciation du « nous » ont des référents différents : il y a un « nous » entre l'Homme-Peuple (Touré) et le Peuple-Homme, le « nous » de la communauté, le « nous » militant, le « nous » du sujet éminent (de majesté utilisé par Touré) et le « nous » inclusif ; c'est le glissement entre ces différentes formes qui permettait au président de transcender son statut de simple individu²². Touré utilisa ces qualités pour construire sa propre légitimité. Comme incarnation du peuple guinéen, il était capable d'imposer sa volonté personnelle sur le peuple, quand il clamait le contraire, à savoir que c'était le peuple qui le commandait. Touré était un grand dialecticien et son « nous » personnel et transcendantal avait un contraire. Le « nous » guinéen se définissait par antithèse : le « ils » renvoyait aux ennemis intérieurs et extérieurs souvent cités dans les discussions sur le « complot permanent ».

Des conjurations majeures furent « découvertes » en 1960, 1961, 1965, 1969 (deux), 1970, 1976, 1977 et 1984. Certaines d'entre elles étaient de véritables tentatives de coup d'État et, en 1970, des mercenaires européens et africains tentèrent de prendre d'assaut la capitale. Il ne fait guère de doute que Touré utilisa chacun de ces complots, réel, possible ou imaginaire, pour éliminer ceux

qu'il considérait être ses adversaires du moment. Pendant cette période, Touré rappelait sans cesse à la population guinéenne que les pays impérialistes conspiraient avec les réactionnaires africains pour renverser la Guinée, le plus bel exemple d'indépendance, de souveraineté et de fierté africaines. La chute des régimes de Kwame N'Krumah au Ghana et de Modibo Keita au Mali crédibilisait de telles accusations en Afrique de l'Ouest.

Touré créa un espace public où tout individu était soit avec, soit contre la révolution. Dans ce dispositif manichéen, toute forme de dissidence pouvait mériter le châtement suprême. Le génie politique de Touré consistait à laisser la catégorie des « contre-révolutionnaires » suffisamment ouverte pour que quiconque puisse un jour y entrer. Cela requérait l'utilisation de la langue de bois et la constitution d'un référent apparemment sans ambiguïté, alors que son contenu était sans arrêt redéfini. Touré construisit un champ sémantique de la vie politique guinéenne dans lequel un petit groupe de termes autoréférentiels et de phrases (les « slogans » dans la terminologie de Barry) constituait un système clos de significations. Celui qui acceptait une ou deux de ces présuppositions (souvent non démontrées) devait s'exprimer dans un champ de significations logiques en soi, parce que autoréférentielles, mais souvent détachées de la réalité.

Vivre dans un tel champ sémantique avait plusieurs conséquences. D'abord, il y avait une pression explicite et implicite pour se conformer aux normes sémantiques et rhétoriques du moment, simplement pour se protéger. Ensuite, les différents glissements sémantiques décrits ici comme de la « langue de bois » sont devenus la *lingua franca* de la culture nationale guinéenne. Troisièmement, les Guinéens développèrent une identité nationale forte et fermée, se définissant contre une série d'ennemis de la nation. Sékou Touré fit abattre tous ceux qui exprimaient un scepticisme sur la version de la réalité qu'il présentait à la population, et ceux qui ne furent ni tués ni exilés finirent par partager les vues officielles : non seulement ils perdirent leur droit à la dissidence, mais ils furent isolés pendant vingt-six ans de tous les autres systèmes d'explication du monde. De plus, ils se constituèrent en une communauté ayant enduré d'énormes difficultés et souffert plus qu'aucun étranger ou exilé ne pourrait jamais comprendre.

20. S. Ellis, *The Mask of Anarchy. The Destruction of Liberia and the Religious of an African Civil War*, Londres, Hurst & Co., 1999, p. 170.

21. A. O. Barry, *Pouvoirs du discours et discours du pouvoir...*, *op. cit.*, pp. 62-102.

22. *Ibid.*, pp. 163-179 et 297.

À l'inverse de Touré, Conté n'a jamais fait beaucoup d'efforts pour se confondre dans le peuple guinéen. Militaire, il est fier de parler directement et d'être un homme d'action à la parole rare. En janvier 2001, il dit à la direction de son parti : « Si moi, je ne suis pas un homme de dialogue, je ne suis pas un homme de dialogue ; je suis un militaire. Je reçois des ordres, j'exécute. Ou je donne des ordres et on les exécute²³. » Il n'y a pas beaucoup d'élimination du « je » et du « nous » dans son discours politique. D'un autre côté, Conté semble avoir compris l'utilité de l'usage du « nous » *versus* « ils ». Ainsi, à des diplomates de l'Union européenne venus à Conakry pour protester contre l'arrestation d'Alpha Condé en 1998, il dit qu'ils ne devaient pas s'ingérer dans les affaires intérieures d'un pays souverain, les invitant à rentrer chez eux par le même avion qui les avait amenés. Les Guinéens avec qui je m'entretenais à cette époque approuvaient tous cette attitude. Quelle que fût la valeur des arguments des Européens, dès lors qu'ils étaient identifiés à des étrangers arrogants pressant les Guinéens de gérer leurs affaires d'une certaine manière, on pouvait les faire taire.

La rhétorique de l'État durant la période très tendue et troublée des attaques de 2000-2001 rappelait le langage de Touré. Le discours du 9 septembre définissait les ennemis du peuple. Il fallait compter parmi ceux-ci le Liberia, le Burkina Faso, la Sierra Leone (Conté fit peu d'efforts pour différencier le Ruf et le gouvernement Kabbah). À l'intérieur du pays, il y avait une menace encore plus sérieuse, celle créée par les réfugiés et Alpha Condé. D'autres ennemis aussi étaient mentionnés sans autre forme de précision.

Les référents vaguement définis d'« ennemi » et de « rebelle » dans le discours de Conté permettaient d'accuser quiconque entendait défier l'État, comme sous Touré. C'est ce qui arriva aux membres de la Jeunesse de la forêt qui furent exécutés à Cosa. Même le langage utilisé par Conté pour mobiliser la population guinéenne contre ses ennemis était tout à fait analogue à la rhétorique de la révolution. Le 9 septembre, Conté exhortait : « Civils et militaires, défendons notre pays ensemble. Écrasons les envahisseurs. » Vingt-quatre ans auparavant, Touré avait insisté pour que « l'ennemi soit écrasé, définitivement écrasé »²⁴. Ainsi la rhétorique de la « vigilance », si développée durant l'ère de Sékou Touré, devenait-elle à nouveau centrale dans le discours guinéen en 2000-2001 pour démasquer l'ennemi intérieur et extérieur.

Malgré ces similarités, ceux qui questionnèrent la capacité du président Conté à œuvrer pour le meilleur des intérêts des Guinéens ont peut-être sous-estimé les différences avec Touré. Les questions qu'ils soulevaient sur son engagement en faveur du bien national les auraient, sous Touré, menés au camp de concentration Boiro. Néanmoins, Touré se serait sans doute senti obligé de leur répondre en faisant valoir que c'étaient ses actes qui consolidaient

l'unité nationale²⁵. Conté, un militaire plus qu'un autocrate populiste, n'en voyait pas la nécessité. Nombre de Guinéens comparèrent la période qui suivit son discours contre les réfugiés à celle qui prévalait après un discours similaire, également en langue soso, faisant suite à une tentative de coup d'État, le 4 juillet 1985, menée par le colonel Diara, un Maninka, et l'un des officiers qui prirent le pouvoir en avril 1984 avec Conté. Après avoir neutralisé et arrêté les comploteurs, Conté tint un discours incendiaire qui incita des jeunes de Conakry à attaquer les maisons et les commerces qui étaient des propriétés maninka, et à piller tout ce qu'ils pouvaient. Plus tard, lorsque le reproche lui fut fait d'avoir semé la haine ethnique au sein des Guinéens, Conté aurait simplement répondu : « N'Fattara » (J'ai eu raison).

De la même manière, Conté et son gouvernement continuent de nier l'existence de l'Ulimo/Lurd en Guinée. Il n'y a pas eu d'enquête officielle sur les exécutions extrajudiciaires de Cosa et les corps des personnes assassinées n'ont jamais été restitués aux familles²⁶. Personne n'a été sanctionné publiquement ni accusé devant un tribunal pour le meurtre ou le viol de réfugiés par les forces de l'ordre. C'est la même réponse (« N'Fattara ») que Conté donna dans un discours, en octobre 2000, où il accusa les réfugiés d'être responsables d'activités criminelles et du développement du sida en Guinée.

« FATIGUE DE L'HÔTE » ET RESPONSABILITÉ DU HCR

Cette analyse s'est concentrée sur la période de septembre 2000-mars 2001 marquée par les attaques des préfectures de Forécariah, Kissidougou, Guékédou et Macenta. Depuis mars 2001, certaines tendances soulignées plus haut se sont poursuivies, d'autres ont perdu de leur force.

Beaucoup de réfugiés sierra-léonais sont retournés dans leur pays, préférant, quitte à mourir, le faire chez eux plutôt qu'à l'étranger. Ceux qui sont restés ont été déplacés dans trois camps près d'Alabardia, dans la région de Dabola en Haute Guinée. Alors que la guerre marquait le pas en Sierra Leone, elle redémarrait au Liberia. On pense que la principale force anti-gouvernementale, le Lurd, a forgé une alliance entre les anciennes factions

23. *Le Lynx*, 8 janvier 2001.

24. A. O. Barry, *Pouvoirs du discours et discours du pouvoir...*, op. cit., p. 186.

25. Ainsi, par exemple, les titres de deux publications gouvernementales en 1977 : *La Révolution guinéenne répond à ses détracteurs* et *Le Parti démocratique de Guinée répond aux calomnies du Parti socialiste français*.

26. Amnesty International, *Maintaining Order with Contempt for the Right to Life*, AI Index, 29 janvier 2002 et mai 2002.

Ulimo-J et Ulimo-K et qu'elle a recruté aussi des combattants originaires de la région, notamment du Ruf et des CDR (*kamajors*), et même des mercenaires européens. Charles Taylor continue à accuser la Guinée de soutenir ces forces et différents rapports récents émanant des Nations unies, de Human Rights Watch (HRW) et d'Amnesty International (AI) confirment une telle accusation.

Des allégations récentes portant sur le comportement d'employés du HCR et d'ONG soulèvent la question de l'administration des réfugiés. Dès le début 2000, le gouvernement avait affirmé que des combattants du Ruf étaient mélangés aux réfugiés sierra-léonais. De plus, beaucoup, en Guinée forestière, considéraient l'assistance soutenue du HCR aux réfugiés libériens d'origine manian/mandingo entre 1998 et 2000 comme une sorte d'appui institutionnel aux forces de l'Ulimo/Lurd²⁷. Le HCR, peu motivé ou incapable de filtrer les réfugiés, ne fit rien et le gouvernement guinéen ferma ses frontières. En septembre 2000, au moment des attaques, le HCR se trouvait dans une situation délicate. Soupçonné par les Guinéens de corruption massive et de soutien aux rebelles, il devait faire face à un gouvernement et à une population guinéenne qui avaient accueilli des centaines de milliers de réfugiés mais bénéficiaient de peu de reconnaissance ou de bénéfices matériels pour cette hospitalité. De plus, le quasi-silence de Chrysanthus Ache – alors chef du HCR en Guinée – après les attaques contre les réfugiés laissait l'impression que la protection des réfugiés n'était pas le problème le plus important de l'agence.

Comme cela semble le cas à un niveau global, le HCR a réduit son rôle de protection, laissant à des organisations comme HRW et AI la tâche impopulaire d'enquêter et de rendre publiques les violences des États contre les réfugiés. HRW diffusa des rapports sur les viols, les actes de banditisme et l'assassinat de réfugiés en Guinée dès le deuxième jour qui suivit le discours de Conté. Le HCR affirma qu'il allait enquêter sur ces accusations, mais se soucia davantage du bien-être des réfugiés qui avaient rejoint l'ambassade de la Sierra Leone. Il devait faire des choix difficiles : mettre l'accent sur la protection de la vie des réfugiés (tel était son mandat au moment de sa création) ou coordonner et acheminer l'aide d'urgence, un travail également politique mais nettement plus lucratif. Étant donné ses moyens limités, le HCR dut choisir, et ce fut la coordination et l'acheminement de l'aide. C'est en partie sur la base d'un tel choix que les réfugiés et les Guinéens interrogent aujourd'hui les motivations du HCR et de ses représentants en Guinée.

Au lendemain des attaques contre eux, des milliers de réfugiés sierra-léonais demandèrent à rentrer dans leur pays, mais le HCR était réticent à les aider car la plus grande partie de la Sierra Leone se trouvait encore aux mains

du Ruf et il ne pouvait garantir leur sécurité. Les réfugiés rétorquèrent que celle-ci était tout aussi inexistante en Guinée : où aller alors ? Certains réfugiés accusèrent le personnel du HCR non seulement de refuser de collaborer à leur rapatriement, mais également de les menacer d'interrompre les distributions de nourriture ou d'en appeler aux militaires pour les forcer à s'installer dans des camps plus à l'intérieur de la Guinée. Certains réfugiés affirmèrent que les employés du HCR ne voulaient pas risquer de perdre leur travail en Guinée ; des dizaines de milliers d'autres votèrent avec leurs pieds et retournèrent, malgré de grands dangers, en Sierra Leone.

Les récentes accusations, par Save The Children UK et le HCR lui-même, selon lesquelles des employés de l'agence onusienne et d'ONG et des dirigeants élus des réfugiés auraient utilisé leur position pour obtenir des faveurs sexuelles de femmes et de jeunes filles ne sont pas surprenantes pour tous ceux qui ont passé quelque temps dans les zones où les réfugiés sont installés. Si le contexte de ces relations, bien plus complexe que ne le laissent entendre les premiers rapports sur cette pratique, ne peut être étudié ici, il ne fait pas de doute que beaucoup ont utilisé leur accès aux rentes fournies par l'aide d'urgence pour extraire tout type de bénéfice. Depuis le début de la guerre au Liberia, des rapports ont souligné de manière récurrente que les forces de sécurité guinéennes extorquaient de l'argent aux Libériens et aux Sierra-Léonais qui cherchaient à franchir la frontière pour trouver refuge en Guinée. J'ai été témoin de pratiques identiques des dizaines de fois aux contrôles routiers dressés par l'armée ou la police : mal payés, ces fonctionnaires exigeaient de l'argent pour ignorer les irrégularités réelles ou imaginaires des papiers des réfugiés, particulièrement vulnérables à cette sorte d'extorsion.

Le relatif manque d'intérêt de la communauté internationale pour la Guinée et ses réfugiés a rendu le travail du HCR très difficile. Nombre de Guinéens pensent que leur hospitalité n'est pas récompensée, et cette amertume contribue à l'exploitation cynique des réfugiées de tous âges et crée les conditions de violence contre les réfugiés en général. Simultanément, plus d'attention dans le filtrage des réfugiés (en séparant les combattants des civils) et une affirmation plus forte de son rôle de protection auraient eu un impact significatif sur les relations entre le HCR, les ONG et le gouvernement guinéen, comme d'ailleurs entre la population guinéenne et les réfugiés.

27. La situation a changé depuis car de nombreux combattants sont retournés au Liberia et sont à l'origine de flux importants de réfugiés civils du Liberia vers la Sierra Leone, la Côte d'Ivoire et la Guinée.

C'est dans ce contexte que la rhétorique des années Sékou Touré a laissé un double legs aux Guinéens ordinaires. Frustrés et attaqués par un ennemi non identifié, ils sont facilement mobilisables contre une victime expiatoire (les réfugiés) définie par l'État comme une réincarnation de la « cinquième colonne » de Touré. Dans le même temps, la population rurale revitalisait la « vigilance » de l'ère Touré qui avait donné un pouvoir aux civils. En établissant leurs propres contrôles routiers, ces hommes fouillaient tous les voyageurs et appliquaient les mêmes règles à tous (à l'inverse des contrôles gouvernementaux où la police ou l'armée s'acharnait sur les pauvres mais laissait passer les puissants). Cette procédure valait pour les Guinéens comme pour les étrangers. Même le HCR ne put y échapper.

Le problème de la « langue de bois » demeure un réel défi pour le développement d'une culture politique ouverte. De nombreux Guinéens voient où leurs intérêts divergent de ceux de leurs dirigeants, même s'ils n'ont pas le pouvoir d'agir en conséquence. Ils sont également pratiquement unanimes sur le fait qu'une guerre du genre de celle du Liberia et de la Sierra Leone ne bénéficierait qu'à des seigneurs de la guerre et entraînerait des souffrances considérables pour les civils. Le sens très fort d'unité nationale forgé pendant les années Sékou Touré reposait sur le stéréotype d'un Autre contre-révolutionnaire, mais il a évité l'épanouissement des attaques transfrontalières, telles que celles de 2000-2001, en guerre totale ■

Mike McGovern,
Emory University

Traduit par Roland Marchal